

SUBSTANCE ACTIVE	EXIGENCES CONCERNANT LA SUBSTANCE ACTIVE	DÉLAIS POUR RÉVISER LES AUTORISATIONS de mise sur le marché
	<p>Les Etats membres doivent veiller à ce que les détenteurs d'autorisation communiquent, au plus tard le 31 mars de chaque année jusqu'en 2008, quelles sont les incidences sur la santé des opérateurs et les effets éventuels pour les lièvres dans une ou plusieurs zones d'utilisation représentatives; ces informations seront complétées par des données sur les ventes et une enquête sur les types d'utilisation, afin d'avoir une image réaliste de l'impact toxicologique et écologique du paraquat.</p> <p>Les Etats membres doivent s'assurer que les concentrés techniques contiennent un émétique efficace. Les formulations liquides doivent contenir un émétique efficace, des colorants bleus/verts et des agents malodorants ou tout autre agent olfactif d'alerte. D'autres agents de sécurité comme des épaississants peuvent également être inclus.</p> <p>Dans ce cadre, ils tiennent compte des spécifications de la FAO. Date d'expiration de l'inscription : 31 décembre 2014.</p>	

**Art. 2.** – Le directeur général de l'alimentation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2004.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'alimentation,  
T. KLINGER

**Arrêté du 25 mars 2004 modifiant l'arrêté du 14 avril 1998 établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques**

NOR : AGRG0400803A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales,

Vu la directive 2003/119/CE de la Commission du 25 septembre 2003 modifiant la directive 91/414/CE du Conseil, en vue d'y inscrire les substances actives méso-sulfuron, propoxycarbazone et zoxamide ;

Vu le code rural, et notamment son article R. 253-10-IV ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1994 modifié portant application du décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques ;

Vu l'arrêté du 14 avril 1998 modifié établissant la liste des substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques.

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'annexe de l'arrêté du 14 avril 1998 susvisé est complétée comme suit :

SUBSTANCE ACTIVE	EXIGENCES CONCERNANT LA SUBSTANCE ACTIVE	DÉLAIS POUR RÉVISER LES AUTORISATIONS de mise sur le marché
Mésosulfuron.	<p>1. Identité : Nom commun : mésosulfuron. Dénomination de l'UICPA : 2-[(4,6-diméthoxy-2-pyrimidin-2-ylcarbamoyl)sulfamoyl]-α-(méthanesulfonamido)-p-toluicacid.</p> <p>2. Conditions à remplir :</p> <p>2.1. La substance active doit avoir une pureté minimale de 930 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</p> <p>2.3. Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe IV, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le mésosulfuron, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale le 3 octobre 2003. Dans cette évaluation générale, les Etats membres doivent accorder une attention particulière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la protection des plantes aquatiques ;</li> <li>- à la contamination potentielle des eaux souterraines par le mésosulfuron et ses métabolites, lorsque la substance active est appliquée dans des régions sensibles du point de vue du sol et/ou des conditions climatiques.</li> </ul> <p>Des mesures visant à atténuer le risque doivent être prises le cas échéant.</p> <p>Date d'expiration de l'inscription : 31 mars 2014.</p>	<p>Pour les produits contenant du mésosulfuron seul ou en association avec d'autres substances actives inscrites en annexe I, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au 30 septembre 2004, s'agissant de la conformité de la substance active aux conditions figurant ci-contre ;</li> <li>- au 31 août 2005, s'agissant de la mise à jour du dossier produit et évaluation du risque.</li> </ul>
Propoxycarbazone.	<p>1. Identité : Nom commun : propoxycarbazone. Dénomination de l'UICPA : 2-(4,5-dihydro-4-méthyl-5-oxo-3-propoxy-1H-1,2,4-triazol-1-yl)carboxamidosulfonylbenzoicacid-méthylester.</p> <p>2. Conditions à remplir :</p> <p>2.1. La substance active doit avoir une pureté minimale de 974 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant qu'herbicide peuvent être autorisées.</p>	<p>Pour les produits contenant du propoxycarbazone seul ou en association avec d'autres substances actives inscrites en annexe I, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au 30 septembre 2004, s'agissant de la conformité de la substance active aux conditions figurant ci-contre ;</li> <li>- au 31 août 2005, s'agissant de la mise à jour du dossier produit et évaluation du risque.</li> </ul>

SUBSTANCE ACTIVE	EXIGENCES CONCERNANT LA SUBSTANCE ACTIVE	DÉLAIS POUR RÉVISER LES AUTORISATIONS de mise sur le marché
	<p>2.3. Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe IV, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le propoxycarbazone, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale le 3 octobre 2003. Dans cette évaluation générale, les Etats membres doivent accorder une attention particulière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à la contamination potentielle des eaux souterraines par le propoxycarbazone et ses métabolites lorsque la substance active est appliquée dans des régions sensibles du point de vue du sol et/ou des conditions climatiques ;</li> <li>- à la protection des écosystèmes aquatiques, en particulier les plantes aquatiques.</li> </ul> <p>Des mesures visant à atténuer le risque doivent être prises le cas échéant.</p> <p>Date d'expiration de l'inscription : 31 mars 2014.</p>	
Zoxamide.	<p>1. Identité : Nom commun : zoxamide. Dénomination de l'UICPA : (RS)-3,5-Dichloro-N-(3-chloro-1-éthyl-méthylacétonyl)-p-toluamide.</p> <p>2. Conditions à remplir :</p> <p>2.1. La substance doit avoir une pureté minimale de 950 g/kg.</p> <p>2.2. Seules les utilisations en tant que fongicide peuvent être autorisées.</p> <p>Pour la mise en œuvre des principes uniformes prévus à l'annexe IV, il sera tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur le zoxamide, et notamment de ses annexes I et II, telles que mises au point par le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale le 3 octobre 2003.</p> <p>Date d'expiration de l'inscription : le 31 mars 2014.</p>	<p>Pour les produits contenant du zoxamide seul ou en association avec d'autres substances actives inscrites en annexe I, la révision des autorisations doit intervenir au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au 30 septembre 2004, s'agissant de la conformité de la substance active aux conditions figurant ci-contre ;</li> <li>- au 31 août 2005, s'agissant de la mise à jour du dossier produit et évaluation du risque.</li> </ul>

**Art. 2.** – Le directeur général de l'alimentation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2004.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général de l'alimentation,  
T. KLINGER

**Arrêté du 29 mars 2004 modifiant l'arrêté du 13 novembre 2000 relatif à une dérogation temporaire accordée à certains ateliers de préemballage de l'appellation d'origine contrôlée « Comté »**

NOR : AGRP0400502A

Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales et le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation,

Vu le règlement n° 2081/92 du Conseil des Communautés européennes du 14 juillet 1992 modifié relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires ;

Vu le code rural, et notamment ses articles L. 641-2, L. 641-3, L. 641-6, R. 641-1 à R. 641-11, R. 641-40 à R. 641-67 ;

Vu le code de la consommation, et notamment ses articles L. 115-1 et L. 115-16 ;

Vu le décret n° 88-1206 du 30 décembre 1988 modifié portant application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services et de la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement du marché du lait en ce qui concerne les fromages ;

Vu le décret du 30 décembre 1998, modifié par le décret du 10 janvier 2000, relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Comté », et notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 9 ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2000, modifié par l'arrêté du 21 août 2002, relatif à une dérogation temporaire accordée à certains ateliers de préemballage de l'appellation d'origine contrôlée « Comté » ;

Vu la proposition du Comité national des produits laitiers de l'Institut national des appellations d'origine en date du 29 janvier 2004,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 13 novembre 2000 susvisé est modifié comme suit :

« Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 décembre 1998 susvisé et en application de l'article 9 de ce décret, les ateliers de préemballage dont la liste suit pourront continuer leur activité jusqu'au 30 juin 2004 inclus :

Albens, Société nouvelle des préemballés : SNP, zone artisanale Sud, route d'Orly, 73410 Albens ;

Avignon, Etablissements Schoepfer : Etablissements Schoepfer, 7, avenue de Fontcouverte, BP 756, ZI, 84035 Avignon Cedex 3 ;

Belfort, CLFC : Centrale laitière de Franche-Comté, 32, rue de Marseille, 90000 Belfort ;

Bourbon-Lancy, Terres d'Or : Fromageries Terres d'Or, Les Varennes, 71140 Bourbon-Lancy ;

Bulgnéville, l'Ermitage : fromagerie de l'Ermitage, BP 1, 88140 Bulgnéville ;

Chalamont, Mifroma : Mifroma, route de Pont-d'Ain, 01320 Chalamont ;

Châteaubourg, Fromapac : SA Fromapac, BP 83, La Galmondière, 35221 Châteaubourg ;

Dijon, l'Alpage : l'Alpage, rue du Docteur-Stein, ZA Capnord, 21000 Dijon ;

Dijon, Bourgogne Préemballage : Bourgogne Préemballage, 11, rue Louis-Viardot, 21000 Dijon ;

Is-en-Bassigny, Fromageries Overney : Fromageries Pierre Overney, 52140 Is-en-Bassigny ;

Libercourt, Le Centurion : Fromageries Le Centurion, ZA Les Portes-du-Nord, BP 99, 62820 Libercourt ;

Longvic-lès-Dijon, Tippagral : Tippagral, 1, rue du Professeur-Louis-Neel, BP 20, 21601 Longvic-lès-Dijon ;

Margut : Société fromagère de Margut, 1, rue d'Orval, 08370 Margut ;

Montigny-le-Roi, SNC Entremont : Entremont SNC, ZI, 52140 Montigny-le-Roi ;

Muhlbach-sur-Munster, Société Sengele : Société Sengele, 17, rue Sendenbach, 68380 Muhlbach-sur-Munster ;

Paray-Vieille-Poste, SARL Cartry : SARL Cartry, 57, rue Roger-Salengro, 91550 Paray-Vieille-Poste ;